

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/ACC/MOL/28
25 avril 2000

(00-1671)

Groupe de travail de l'accession de la Moldova

Original: anglais

ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Questions et réponses additionnelles

Le Ministère de l'économie et des réformes de la République de Moldova a fait parvenir au Secrétariat les questions et réponses additionnelles ci-après concernant l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la République de Moldova en demandant qu'elles soient distribuées aux membres du Groupe de travail.

TABLE DES MATIÈRES

	Question n°	Page n°
II. ÉCONOMIE, POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET COMMERCE EXTÉRIEUR		
2. Politiques économiques	1-5	2
III. CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES		
5 Lois et textes juridiques	6	5
IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES		
1. Réglementation des importations	7-8	5
d) Autres droits et impositions, y compris redevances pour services rendus	9-14	7
h) Évaluation en douane	15-21	10
j) Inspection avant expédition	22-23	14
k) Application de taxes intérieures aux importations	24-27	15
l) Règles d'origine	28	17
3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises		
b) Règlements techniques et normes, y compris mesures à la frontière concernant les importations	29-31	17
c) Mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris mesures à la frontière concernant les importations	32	19
e) Entreprises commerciales d'État	33	19
f) Zones de libre-échange	34-35	19

	Question n°	Page n°
V. RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE		
1. Généralités	36-44	20
VI. ASPECTS COMMERCIAUX DU RÉGIME DES SERVICES		
2. Politiques affectant le commerce des services	45-48	24

II. ÉCONOMIE, POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET COMMERCE EXTÉRIEUR

2. Politiques économiques

Question 1

Propriété d'État et privatisation. Nous remercions la République de Moldova des renseignements supplémentaires fournis dans le document WT/SPEC/ACC/MOL/Rev.1 ainsi que de la note sur les privatisations avant 1997. Nous aimerions y voir inclus les renseignements suivants qui aideraient le Groupe de travail à mieux comprendre les premières étapes du processus de privatisation en République de Moldova:

La République de Moldova a lancé son programme de privatisations pour 1993-1994 avec l'adoption de la Loi n° 1333-XII du 12 mars 1993. Pendant les deux premières années, 577 grandes, moyennes et petites entreprises ont été privatisées ainsi que près de la moitié des immeubles appartenant à l'État. Près de 800 000 citoyens ont participé à ce processus. Les privatisations n'étant pas terminées en 1994, un autre projet de programme a été présenté pour 1994-1995. Cette deuxième phase envisageait un élargissement des privatisations, dont une privatisation massive contre des actions patrimoniales; l'augmentation du nombre de propriétaires privés et de l'importance du secteur privé; la restructuration de l'économie; le développement des marchés financiers et des infrastructures; un nouveau système d'organisation des entreprises; enfin, d'autres lois visant à protéger les droits des propriétaires. En 1996, un certain nombre d'objectifs avaient été atteints – circulation de la richesse découlant des privatisations, création d'une Bourse des valeurs et libéralisation de la propriété immobilière. À la fin de cette période, le secteur privé dominait l'économie, avec 60 pour cent de la production industrielle, 70 pour cent des services de ventes au détail et services sociaux et 44 pour cent de l'ensemble des travaux dans le bâtiment et les transports. Plus de 74 pour cent du nombre total des entreprises avaient été privatisés, dont 93 pour cent des entreprises de transformation des produits agricoles bruts, 82 pour cent des industries légères et 95 pour cent des services commerciaux et sociaux. Plus d'un million de citoyens possédaient des terres. Pendant tout le processus, les citoyens ont eu libre accès aux privatisations, soit directement, soit au moyen de fonds d'investissement, sociétés fiduciaires créées spécifiquement à cette fin (53 en tout). Avec la contribution de ces institutions, près des deux tiers des actions patrimoniales ont été investies et un patrimoine d'une valeur de plus de 1,2 milliard de lei moldoves a été privatisé.

Plus récemment, un système national de vente publique d'actions a été créé et regroupe le Centre national de calcul, deux centres de saisie électronique des données et 115 points de collecte des demandes répartis uniformément dans le pays. Ce système permet aux citoyens d'acheter librement des actions, garantit l'équilibre entre l'offre et la demande des actions et représente un gain de temps et d'argent considérable pour les organisateurs et les participants. Le patrimoine de quelque 1 100 entreprises, constituant 90 pour cent du patrimoine privatisable, a été privatisé de cette manière.

Nous demandons à la République de Moldova de fournir des renseignements clairs sur les entreprises d'État non privatisables, notamment celles qui sont visées aux sections 3 a, b, et c de la note sur la privatisation.

Le tableau ne fait pas de distinction entre les entreprises et les éléments d'actif privatisés. Nous aimerions avoir plus de précisions.

Réponse

La République de Moldova a inclus le texte demandé ci-dessus au paragraphe 20 du rapport du Groupe de travail. La différence entre les entreprises et les éléments d'actif privatisés réside dans le fait que, lors des privatisations, certains actifs sont privatisés séparément. Dans de nombreux cas, les entreprises ont transféré à l'État, avant leur privatisation, une partie de leurs actifs pour couvrir des dettes. Ces éléments d'actif sont constitués par des unités non technologiques des entreprises (par exemple, cantines, jardins d'enfants, constructions inachevées, etc.) et sont privatisés séparément par l'État. Une note explicative a été insérée dans le rapport du Groupe de travail (paragraphe 25) pour apporter des précisions sur le sujet.

La Loi sur le programme de privatisation 1997-1998, prorogé par une nouvelle loi en 1999-2000, donne uniquement la liste des entreprises privatisables. L'absence de liste d'entreprises non privatisables signifie que la question reste ouverte. L'article 9 de la Loi dispose que les actifs qui constituent le patrimoine national, les valeurs des réserves de l'État, les réserves de mobilisation, les réserves des établissements vinicoles, ne sont pas privatisables. Jusqu'à présent, il n'est pas envisagé de privatiser des secteurs tels que les transports aériens et ferroviaires et les systèmes d'enseignement et de santé.

Question 2

Nous demandons de nouveau à la République de Moldova de corriger le tableau pour y incorporer les renseignements demandés ci-dessus et lors de la dernière réunion, à savoir la liste de toutes les entreprises destinées à être privatisées, par secteur ou branche d'activité, et de donner des précisions sur l'avancement du processus, par exemple année par année ou selon toute autre périodisation.

D'une manière générale, les renseignements fournis sont mal organisés et manquent de précision; le Groupe de travail a du mal à les comprendre. Nous souhaiterions que la République de Moldova révise intégralement cette section afin de clarifier les renseignements et de les rendre utiles.

Réponse

Les renseignements donnant la liste des entreprises devant être privatisées ont été revus et incorporés dans le paragraphe 25 du rapport du Groupe de travail. Les deux tableaux donnent le nombre des actifs des entreprises à privatiser, le nombre des actifs et des entreprises privatisés au 1^{er} août 1999, et les modalités de privatisation dans chaque secteur.

Question 3

En outre, la République de Moldova devrait utiliser les renseignements sur la privatisation du secteur agricole contenus dans la note pour donner une idée de la manière dont la propriété agricole privée a été facilitée.

Réponse

Des renseignements complémentaires sur la privatisation du secteur agricole ont été incorporés dans le rapport du Groupe de travail (paragraphe 24).

Question 4

Nous ne pouvons accepter la version tronquée du texte d'engagement proposé. Nous demandons qu'il soit rétabli intégralement dans le rapport, comme suit:

- xx. **Le représentant de la République de Moldova a confirmé que son gouvernement était prêt à garantir la transparence de ses programmes de privatisation en cours et à tenir les Membres de l'OMC au courant des progrès de la réforme de son économie et de son régime commercial. Il a déclaré que son gouvernement mettrait à la disposition des Membres de l'OMC des rapports annuels, conformes aux directives du Groupe de travail, sur l'évolution de ses programmes de privatisation aussi longtemps que de tels programmes existeraient. Il a également déclaré que son gouvernement mettrait à disposition des rapports annuels sur les autres points de ses réformes économiques, conformément aux obligations qui lui incombent dans le cadre de l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.**

Nous sommes certains que le gouvernement moldove n'aura aucune difficulté à identifier les questions d'intérêt pour l'OMC qui se présenteront au cours de ses réformes économiques. Nous pensons que l'établissement de rapports sur ces questions, en sus des observations sur le rythme des privatisations, ne constituera pas une tâche trop lourde pour la République de Moldova.

Réponse

La République de Moldova accepte le libellé proposé ci-dessus.

Question 5

Politique des prix. Nous accueillons avec satisfaction les renseignements supplémentaires sur les mesures de contrôle des prix appliquées par la République de Moldova. Dans cette section, elle déclare faire largement appel à ces mesures. Aux fins du rapport du Groupe de travail, nous aimerions avoir plus de renseignements sur la manière dont elle envisage de réduire l'incidence des contrôles de prix sur son économie.

Réponse

L'engagement pris par la République de Moldova de réduire l'incidence des contrôles de prix sur son économie figure dans le rapport du Groupe de travail (paragraphe 29).

III. CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES

5. Lois et textes juridiques

Question 6

Nous n'avons pas encore reçu le document WT/ACC/SPEC/MOL/6. Nous souhaiterions que la République de Moldova prenne un engagement dans les termes suivants:

- xx. Le représentant de la République de Moldova a déclaré qu'au plus tard à l'entrée en vigueur du Protocole d'accession, le gouvernement moldove soumettra toutes les notifications initiales requises aux termes de tout accord faisant partie des Accords de l'OMC. Toute réglementation adoptée ultérieurement pour l'application des lois nécessaires à l'entrée en vigueur de tout accord constituant une partie de l'Accord de l'OMC sera conforme aux dispositions de cet accord. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Le représentant de la République de Moldova a déclaré qu'un calendrier des notifications requises aux termes des accords faisant partie de l'Accord de l'OMC avait été soumis dans le document WT/ACC/SPEC/MOL/6 et donnait les renseignements voulus sur les dates limites de toutes les notifications requises au moment de l'accession et immédiatement après. Toute réglementation adoptée ultérieurement par la République de Moldova pour l'application des lois nécessaires à l'entrée en vigueur de tout accord faisant partie de l'Accord de l'OMC sera conforme aux dispositions de cet accord. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Réponse

La République de Moldova propose de remplacer le paragraphe [225] du projet de rapport du Groupe de travail par le texte suivant:

"Le représentant de la République de Moldova a déclaré qu'un calendrier des notifications requises aux termes des accords faisant partie de l'Accord de l'OMC avait été soumis dans le document WT/ACC/SPEC/MOL/6 et donnait les renseignements voulus sur les dates limites de toutes les notifications requises au moment de l'accession et immédiatement après. Toute réglementation adoptée ultérieurement par la République de Moldova pour l'application des lois nécessaires à l'entrée en vigueur de tout accord faisant partie de l'Accord de l'OMC sera conforme aux dispositions de cet accord. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement."

IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

1. Réglementation des importations

Question 7

Nous accueillons avec satisfaction les renseignements supplémentaires contenus dans le document WT/ACC/SPEC/MOL/4/Rev. 1 sur le régime des licences.

À des fins de plus grande clarté, nous pensons qu'il vaudrait mieux que la liste des activités nécessitant une licence soit replacée à la fin du rapport.

Réponse

La liste des activités sujettes à licence a été replacée à l'annexe 1 à la fin du projet de rapport du Groupe de travail.

Question 8

La question des frais de licence pour le commerce de l'alcool et du tabac nous préoccupe.

L'examen de l'annexe 17 de la loi de finances de 1999 fait apparaître que les frais de licence et de stockage des boissons alcooliques sont cinq fois plus élevés dans le cas des importations que dans celui des alcools produits dans le pays. Cette situation fait peser des doutes sur la validité de l'engagement qu'a pris la République de Moldova, d'appliquer l'article III:4 à son régime de commerce (droits commerciaux).

L'annexe 17 énumère notamment ce qui suit:

4. Fabrication, stockage et vente en gros de produits alcooliques

- f) fabrication, stockage et vente en gros de matières premières et de produits alcooliques finis produits dans la République - 50;**
- g) fabrication, stockage et vente en gros de matières premières vinicoles en vrac, à concurrence de 5 000 litres - 10;**
- h) stockage et vente ou uniquement vente de matières premières pour la fabrication de produits alcooliques - 1 000;**
- i) stockage et vente en gros de produits alcooliques locaux - 2 000;**
- j) importation et vente en gros d'alcool et de produits du tabac - 10 000.**

Ces mesures seront-elles changées dans la loi du budget 2000 et rendues conformes aux dispositions de l'OMC? Dans l'affirmative, nous aimerions qu'il soit dit dans le rapport que les redevances actuelles sont discriminatoires et seront modifiées.

Réponse

La formulation suivante a été retenue dans le projet de loi du budget 2000 pour la fabrication, le stockage et la vente en gros de produits alcooliques:

- production, stockage et vente en gros de matières premières et de produits alcooliques finis sur le territoire moldave – 100 dollars EU;
- stockage et vente en gros de matières premières et de produits alcooliques finis locaux et importés, à concurrence de 5 000 litres – 10 dollars EU;
- stockage et vente en gros de matières premières et de produits alcooliques finis locaux et importés en quantités supérieures à 5 000 litres – 100 dollars EU.

La République de Moldova estime que le régime de redevances pour les licences de production, de stockage et de vente en gros de produits alcooliques, tel qu'il apparaît ci-dessus, est conforme aux dispositions de l'article III 4) du GATT de 1994.

d) **Autres droits et impositions, y compris redevances pour services rendus**

Question 9

Nous accueillons avec satisfaction les renseignements supplémentaires inclus dans la présente section et la déclaration que la République de Moldova n'envisage pas de consolider des frais ou redevances dans la catégorie "autres impositions" de sa liste tarifaire.

La République de Moldova a indiqué par voie bilatérale que ses représentants ou ses ambassades à l'étranger imposent des frais pour l'exécution d'activités consulaires et l'établissement de documents ayant une valeur juridique pour les personnes physiques ou morales moldoves installées à l'étranger. Ces services consulaires ne sont cependant pas requis pour authentifier les documents nécessaires à l'importation de marchandises en République de Moldova.

Nous aimerions que cette information figure dans le rapport du Groupe de travail.

Réponse

La République de Moldova confirme que des "frais consulaires" ne sont pas perçus pour l'authentification des documents nécessaires à l'importation de marchandises. Cette information apparaît au paragraphe 56 du rapport.

Question 10

Nous accueillons avec satisfaction l'engagement qu'a pris la République de Moldova de remplacer la redevance pour opérations douanières de 0,25 pour cent de la valeur des marchandises importées et exportées par une redevance fixe liée au coût des services rendus.

Réponse

La République de Moldova va introduire dans la loi du budget une redevance forfaitaire pour opérations douanières pour remplacer la redevance *ad valorem* en vigueur. L'engagement qu'elle a pris d'aligner le régime des redevances pour opérations douanières sur les dispositions de l'OMC a été inclus au paragraphe 57 du rapport.

Question 11

Veillez mettre à jour le premier paragraphe de cette section du projet de rapport en précisant le montant et la méthode d'application de la redevance forfaitaire pour opérations douanières.

Réponse

Les procédures suivantes seront introduites dans la loi du budget à compter de 2000.

Types de services douaniers	Taux en euros
Pour toute autorisation en douane de marchandises ayant une valeur en douane <ul style="list-style-type: none"> - inférieure à 50 euros - entre 50 et 1 000 euros - supérieure à 1 000 euros 	3 5 0,25% de la valeur en douane, mais pas plus de 600 euros
Pour toute autorisation en douane de marchandises importées ou exportées qui doivent être réexpédiées dans leur pays d'origine <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque déclaration en douane - pour toute feuille supplémentaire de déclaration en douane 	30 15
Pour toute autorisation de marchandises en transit <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque déclaration en douane - pour toute feuille supplémentaire de déclaration en douane 	10 15
Pour toute autorisation de transfert de marchandises à destination ou en provenance d'un entrepôt en douane <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque déclaration en douane - pour toute feuille supplémentaire de déclaration en douane 	30 15
Pour toute autorisation de marchandises en dehors des zones de contrôle douanier (locaux des entreprises) ou des heures ouvrables (par heure de douanier) <ul style="list-style-type: none"> - en dehors des zones de contrôle douanier - en dehors des heures ouvrables, samedi et dimanche - jours fériés 	20 40 50
Pour toute annulation de services demandés conformément au point 5, non confirmée en temps utile et par écrit	20
Pour toute inspection douanière de moyen de transport individuel si celui-ci est utilisé pour transporter des marchandises en quantités non passibles de droits	10
Pour toute soumission d'un certificat d'enregistrement du châssis et du moteur d'un véhicule introduit dans le territoire de la République, même temporairement, et devant être enregistré au Ministère de l'intérieur	5
Pour l'entreposage de marchandises en douane, par kilo et par jour <ul style="list-style-type: none"> - pour les dix premiers jours - pour chaque jour supplémentaire 	0,1 0,5
Pour chaque jour de retenue obligatoire de marchandises en douane, à titre de garantie, par jour <ul style="list-style-type: none"> - pour les dix premiers jours - pour chaque jour supplémentaire 	0,5% du prix total des marchandises 0,1% du prix total des marchandises
Pour la soumission d'un certificat de déclarant en douane à chaque personne autorisée à remplir une déclaration en douane pour une année	150
Pour la prorogation de la validité du certificat de déclarant en douane	100
Pour la délivrance de duplicata de certificats de déclarant pendant l'année	10
Pour toute modification des termes de la déclaration en douane	0,1% de la valeur en douane, à concurrence de 200 euros

Types de services douaniers	Taux en euros
Pour la réévaluation de la valeur en douane indiquée dans la déclaration douanière, à la demande de la société, conformément à la législation en vigueur	1% de la valeur en douane, à concurrence de 500 euros
Pour le convoyage de marchandises transportées sous contrôle douanier	0,5 par km pendant la durée prescrite et 1 euro pour dépassement de la durée prescrite
Pour apposition de sceaux et timbres douaniers	3 par unité
Pour toute présentation de pièces confirmant les opérations d'importation et d'exportation réalisées par les entreprises	10
Pour toute autorisation douanière de pièces de courrier international expédiées par le public dans des bureaux désignés à cet effet.	0,4

Question 12

Surtaxes à l'importation. La République de Moldova a déclaré qu'après des négociations bilatérales avec les Membres, elle modifierait comme suit les dispositions concernant les surtaxes à l'importation dans le projet de rapport du Groupe de travail sur son accession:

"Le représentant de la République de Moldova a déclaré que la surtaxe imposée par la loi de finances de 1999 sera éliminée d'ici au 1^{er} janvier 2000, avant son accession à l'OMC. La République de Moldova a confirmé qu'elle prendra toutes les mesures nécessaires pour garantir la pleine application des dispositions de l'OMC."

Ce n'est pas là la déclaration qui apparaît dans cette section du projet de rapport. Nous aimerions que le texte de la déclaration plus catégorique soit inclus dans le rapport.

Réponse

La République de Moldova a introduit au paragraphe 60 du rapport l'engagement selon lequel à compter de 2000, elle n'imposera pas de surtaxes à l'importation et prendra toutes les mesures voulues pour assurer la pleine application des dispositions de l'Accord de l'OMC.

Question 13

Nous aimerions également qu'il soit déclaré que la surtaxe est ou n'est pas appliquée à l'heure actuelle sur la base NPF.

Réponse

La surtaxe de 5 pour cent *ad valorem* frappait uniquement les marchandises exonérées dans le cadre du régime commercial actuel. En conséquence, elle s'appliquait à tous les produits échangés dans le cadre du régime de libre-échange avec la CEI et la Roumanie, ainsi qu'à tous les produits d'autres pays jouissant d'un régime de libre-échange conformément au tarif douanier indiqué dans la loi du budget.

Question 14

Comme nous l'avons dit lors de notre dernière réunion, nous ne saurions accepter que la République de Moldova demande – pour des raisons de balance des paiements – une exception pour la surtaxe de 5 pour cent ou toute autre mesure avant son accession à l'OMC.

Si cette demande reste inscrite dans le rapport, nous demanderons qu'il soit ajouté une autre phrase exprimant le point de vue contraire qui est le nôtre.

Réponse

La République de Moldova reconnaît que le régime actuel d'application de la surtaxe de 5 pour cent *ad valorem* n'est pas entièrement conforme aux pratiques de l'OMC. En conséquence, elle a éliminé la deuxième phrase du paragraphe 60 du rapport du Groupe de travail.

h) Évaluation en douane

Question 15

Nous avons examiné la Loi sur les tarifs douaniers n° 1380-XIF votée le 20 novembre 1997, le projet de modification de cette loi et le projet de décision gouvernementale sur les règlements d'application de cette même loi.

En réponse à nos observations en date du 12 juillet 1999 (dossier 547428), la République de Moldova nous a fait parvenir des changements aux projets de modification et de réglementation qui, selon elle, corrigeaient leurs insuffisances en matière d'application de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Nous avons examiné ces textes, et si nous constatons que les nouveaux projets éliminent nombre d'insuffisances préalables, la législation moldove laisse toujours à désirer dans le domaine suivant:

Article 7 4): Droits et responsabilités du déclarant (article 11 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane).

Nous souhaitons obtenir de la République de Moldova l'assurance que l'article 11 3) de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane est inscrit dans le Code de procédure civile. L'article 11 3) prévoit que "notification de la décision rendue en appel sera faite à l'appelant et les raisons de cette décision seront exposées par écrit. L'appelant sera également informé de tous droits éventuels à un appel ultérieur". La République de Moldova déclare que ces dispositions sont incluses dans le Code de procédure civile. Nous n'avons pas eu l'occasion d'examiner le Code pour déterminer s'il prévoit les procédures visées à l'article 11 3). Nous souhaitons que la République de Moldova certifie que le Code de procédure civile met en œuvre les dispositions de l'article 11 3).

Réponse

La République de Moldova a modifié les articles 7 4) et 8 5) de la Loi sur les tarifs douaniers qui mettent en application les dispositions de l'article 11 de l'Accord de l'OMC. Le nouveau libellé est le suivant:

Article 7 4)

"Lorsqu'un déclarant réfute la décision des autorités douanières concernant toute détermination de la valeur en douane, il peut se pourvoir en appel conformément aux procédures établies par la loi et sans aucune pénalité devant une instance judiciaire."

Article 8 5)

"Si un responsable des autorités douanières décide qu'il est impossible d'accepter la valeur en douane des marchandises indiquées par le déclarant, il notifie à celui-ci, sur sa demande, les raisons du refus de la déclaration de valeur et lui fournit la possibilité d'interjeter appel sans pénalité, pour l'importateur ou toute autre personne qui pourrait être redevable des droits."

Question 16

Article II: Méthode d'évaluation en douane sur la base de la valeur transactionnelle des marchandises (articles 1 et 8 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane).

Nous constatons que la République de Moldova a modifié son article 11 afin que la méthode d'évaluation en douane soit déterminée sur la base de la valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises. Or, cette clause ne reflète pas exactement l'article premier de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane qui prévoit que la valeur en douane sera la valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination du pays d'importation [la République de Moldova], après ajustement conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord. Nous constatons que la République de Moldova a mis en application les changements de l'article 8. Elle doit néanmoins modifier le texte de la Loi pour que celui-ci stipule clairement que la valeur transactionnelle est le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination de la République de Moldova.

Réponse

La première phrase de l'article 11 1) de la Loi a été modifiée et est rédigée comme suit:

"La valeur en douane des marchandises importées est la valeur transactionnelle des marchandises, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination de la République de Moldova. Sont inclus dans la valeur transactionnelle les éléments suivants dans la mesure où ils ne l'ont pas déjà été dans la valeur des marchandises importées."

Question 17

L'article 11 l) c) portant sur les "biens et services", visés à l'article 8 l) b) de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, ne prévoit pas le cas où ceux-ci sont fournis à coût réduit. Cette disposition devra être modifiée pour être conforme audit article de l'Accord.

Réponse

L'article 11 1) c) de la Loi a été modifié et est rédigé comme suit:

"la valeur, imputée de façon appropriée, des produits et des services ci-après lorsqu'ils sont fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, et utilisés lors

de la production et de la vente pour l'exportation des marchandises importées, dans la mesure où cette valeur n'a pas été incluse dans le prix effectivement payé ou à payer:

- i) matières, composants, parties et éléments similaires incorporés dans les marchandises importées;
- ii) outils, matrices, moules et objets similaires utilisés pour la production des marchandises importées;
- iii) matières consommées dans la production des marchandises importées;
- iv) travaux d'ingénierie, d'étude, d'art et de design, plans et croquis, exécutés ailleurs que dans le pays d'importation et nécessaires pour la production des marchandises importées".

Question 18

Dans l'article 11 1) d) sur les redevances, la République de Moldova ne précise pas que pour être ajoutées au prix effectivement payé ou à payer, les redevances doivent être liées aux marchandises importées. Le texte devra être modifié pour être conforme à l'article 8 1) c) de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

Réponse

La première phrase de l'article 11 1) de la Loi a été modifiée et son libellé est le suivant:

"La valeur en douane des marchandises importées est la valeur transactionnelle des marchandises, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination de la République de Moldova. Sont inclus dans la valeur transactionnelle les éléments suivants dans la mesure où ils ne l'ont pas déjà été dans la valeur des marchandises importées."

Question 19

Les dispositions de l'article 11 1) e) portant sur le produit de toute revente, etc. ne précisent pas que ce produit doit revenir au vendeur. Le texte devra être modifié pour être conforme à l'article 8 1) d) de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane.

Réponse

L'article 11 1) e) de la Loi sur les douanes a été modifié et est rédigé comme suit:

"la valeur de toute partie du produit de toute revente, cession ou utilisation ultérieure des marchandises importées qui revient directement ou indirectement au vendeur".

Question 20

Article 14 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane. Dans son projet de réglementation, la République de Moldova met en application la majorité des Notes interprétatives de l'Annexe 1 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'Accord. Néanmoins, nous constatons que les Notes interprétatives de l'article 2 4) et de l'article 3 4) semblent manquer. Si la République de Moldova a incorporé les Notes interprétatives afférentes à ces articles dans une autre partie de sa loi ou de ses règlements, nous lui saurions gré de nous préciser laquelle. Dans la négative, elle devra mettre en application les Notes interprétatives des articles 2 4) et 3 4).

Réponse

Les articles 2 4) et 3 4) de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane seront appliqués aux termes de la Note à l'article 12 4) du projet de décision gouvernementale, dont le texte est le suivant:

"Aux fins de l'article 12, la valeur transactionnelle de marchandises importées identiques s'entend d'une valeur en douane, ajustée conformément aux dispositions du paragraphe 14 4), qui a déjà été acceptée en vertu de l'article 11 de la Loi sur les tarifs douaniers."

"Aux fins de l'article 13, la valeur transactionnelle des marchandises importées similaires s'entend d'une valeur en douane, ajustée conformément aux dispositions du paragraphe 14 4), qui a déjà été acceptée en vertu de l'article 11 de la Loi sur les tarifs douaniers."

Question 21

En outre, à toutes fins utiles, vous voudrez bien informer le gouvernement moldove que les dispositions des articles 15 et 16 de la Loi sur les tarifs douaniers n° 1380-XII, telles que modifiées dans le projet de texte, ne sont pas compatibles avec la décision de la République de Moldova d'ajouter le coût des assurances et des transports internationaux au prix effectivement payé ou à payer dans la détermination de la valeur transactionnelle visée à l'article 11.

Réponse

Pour être en totale conformité avec les articles 5 et 6 de l'Accord de l'OMC, les articles 15 et 16 de la Loi sur les tarifs douaniers ont été modifiés et sont ainsi libellés:

Article 15

Si les marchandises importées, ou des marchandises identiques ou similaires importées, sont vendues dans le pays d'importation en l'état où elles sont importées, la valeur en douane des marchandises importées, déterminée par application des dispositions du présent article, se fondera sur le prix unitaire correspondant aux ventes des marchandises importées ou de marchandises identiques ou similaires importées totalisant la quantité la plus élevée, ainsi faites à des personnes non liées aux vendeurs, au moment ou à peu près au moment de l'importation des marchandises à évaluer, sous réserve des déductions se rapportant aux éléments ci-après:

- a) commissions généralement payées ou convenues, ou marges généralement pratiquées pour bénéfices et frais généraux relatifs aux ventes, dans ce pays, de marchandises importées de la même espèce ou de la même nature;
- b) frais habituels de transport et d'assurance, ainsi que frais connexes encourus dans le pays d'importation;
- c) le cas échéant, coûts et frais visés au paragraphe 1 a) de l'article 11; et
- d) droits de douane et autres taxes nationales à payer dans le pays d'importation en raison de l'importation ou de la vente des marchandises.

"Si ni les marchandises importées, ni des marchandises identiques ou similaires importées, ne sont vendues au moment ou à peu près au moment de l'importation des marchandises à évaluer, la valeur en douane se fondera, sous réserve par ailleurs des dispositions du paragraphe 1, sur le prix unitaire auquel les marchandises importées, ou des marchandises

identiques ou similaires importées, sont vendues dans le pays d'importation en l'état où elles sont importées, à la date la plus proche qui suit l'importation des marchandises à évaluer, mais dans les 90 jours suivant cette importation."

"Si ni les marchandises importées, ni des marchandises identiques ou similaires importées, ne sont vendues dans le pays d'importation en l'état où elles sont importées, la valeur en douane se fondera, si l'importateur le demande, sur le prix unitaire correspondant aux ventes de marchandises importées totalisant la quantité la plus élevée, faites après ouvraison ou transformation ultérieure, à des personnes, dans le pays d'importation, qui ne sont pas liées aux vendeurs, compte dûment tenu de la valeur ajoutée par l'ouvraison ou la transformation et des déductions prévues au paragraphe 1."

Article 16

1. La valeur en douane des marchandises importées, déterminée par application des dispositions du présent article, se fondera sur une valeur calculée. La valeur calculée sera égale à la somme:

- du coût ou de la valeur des matières et des opérations de fabrication ou autres, mises en œuvre pour produire les marchandises importées;
- d'un montant pour les bénéfices et frais généraux, égal à celui qui entre généralement dans les ventes de marchandises de la même nature ou de la même espèce que les marchandises à évaluer, qui sont faites par des producteurs du pays d'exportation pour l'exportation à destination du pays d'importation;
- du coût ou de la valeur de toute autre dépense dont il y a lieu de tenir compte selon l'option d'évaluation choisie par chaque Membre en vertu du paragraphe 1 a) de l'article 11.

2. La République de Moldova ne pourra requérir ou obliger une personne ne résidant pas sur son territoire de produire, pour examen, une comptabilité ou d'autres pièces, ou de permettre l'accès à une comptabilité ou à d'autres pièces aux fins de la détermination d'une valeur calculée. Néanmoins, les renseignements communiqués par le producteur des marchandises aux fins de la détermination de la valeur en douane par application des dispositions du présent article pourront être vérifiés dans un autre pays par les autorités du pays d'importation, avec l'accord du producteur et à la condition que ces autorités donnent un préavis suffisant au gouvernement du pays en question et que ce dernier ne fasse pas opposition à l'enquête.

j) Inspection avant expédition

Question 22

En réponse aux questions de certains membres du Groupe de travail, le représentant de la République de Moldova a déclaré dans le projet de rapport que pour appliquer la Loi sur les tarifs douaniers n° 1380-XIII du 20 novembre 1997 et pour améliorer les modalités d'inspection avant expédition, son gouvernement avait approuvé la Décision n° 747 du 3 août 1999 sur la mise en œuvre d'inspections avant expédition pour les marchandises importées.

Veillez décrire les dispositions de cette décision et en communiquer un exemplaire au Groupe de travail.

Réponse

Le paragraphe 92 du rapport du Groupe de travail donne une brève description des modalités d'inspection avant expédition autorisées par la décision gouvernementale. Un exemplaire de la décision sera fourni au Secrétariat de l'OMC en même temps que les réponses aux questions.

Question 23

Outre la description du régime des inspections avant expédition, nous aimerions que la République de Moldova prenne l'engagement général suivant, dont il faudra peut-être élargir la portée après l'examen du régime d'inspection en douane:

- xx. Le représentant de la République de Moldova a confirmé que lors du recours à un fournisseur de services d'inspection avant expédition, les autorités moldoves veilleront à ce que les prescriptions de l'Accord sur l'inspection avant expédition soient intégralement mises en œuvre. Il incombera à la République de Moldova de faire en sorte que la société chargée des inspections respecte les dispositions des Accords de l'OMC. Les importateurs pourront faire appel des décisions de cette société de la même manière qu'ils peuvent faire appel des décisions administratives du gouvernement moldove. La République de Moldova a confirmé que son régime d'inspection avant expédition sera temporaire et ne durera que jusqu'au moment où les autorités douanières moldoves seront en mesure d'accomplir elles-mêmes cette tâche. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.**

Réponse

Le texte de ces engagements a été incorporé dans le paragraphe 93 du rapport du Groupe de travail.

- k) Application de taxes intérieures aux importations**

Question 24

Taxe sur la valeur ajoutée, droits d'accise. Nous avons étudié la liste des produits assujettis à des droits d'accise donnée dans la Loi du budget 1999 présentée dans le projet de rapport, ainsi que les réponses de la République de Moldova aux questions posées lors de la dernière réunion du Groupe de travail sur les diverses taxes.

Nous avons remarqué lors de cette réunion que le traitement fiscal de la bière et des alcools distillés semblait discriminatoire et que les normes établies par les récents rapports d'experts seraient plus faciles à respecter si les divers types similaires d'alcool étaient imposés au même taux, quel que soit le conditionnement dans lequel ils sont mis en vente.

Réponse

S'agissant de la nouvelle liste des produits assujettis à des droits d'accise qui a été acceptée par tous les ministères participant à l'élaboration de la loi du budget 2000 et qui a également été incluse dans le rapport du Groupe de travail (paragraphe 65), l'application de taxes intérieures aux importations en provenance des Membres sera mise en conformité avec les prescriptions de l'article III du GATT de 1994. Lorsque la loi sera adoptée, le niveau des taxes d'accises sera peut-être différent de celui qui a été présenté au Groupe de travail, mais le traitement fiscal sera identique.

Question 25

Nous avons constaté les problèmes suivants:

- **Le droit d'accise pour la Vodka et les liqueurs est de 50 pour cent supérieur à celui des autres spiritueux, y compris les boissons d'origine nationale.**
- **Le droit d'accise pour le vin (de raisin) mousseux, "naturel, carbonisé" est de 50 pour cent supérieur à celui des autres vins de raisin mousseux "traditionnels".**
- **Le "Divin", y compris les cognacs de raisins, est imposé à un taux différent des autres "brandy" de vin et d'autres fruits.**
- **Le taux d'imposition de la bière en fût est inférieur de moitié à celui de la bière en bouteille.**
- **En outre, le droit d'accise sur les voitures ne s'applique qu'aux voitures importées.**

Réponse

Selon la nouvelle liste des produits assujettis à l'accise, tous les alcools distillés entrant dans les groupes tarifaires 2207 et 2208 du Système harmonisé (à l'exception de 2208 20 - cognac et produits similaires qui sont traités de manière égale) sont imposés de manière égale. La "bière" sera imposée au même taux, quel que soit son contenant. Bien que la République de Moldova ne produise pas de voitures, elle alignera son régime d'imposition interne sur les dispositions de l'article III du GATT pour ces marchandises. Le vin mousseux traditionnel et le vin mousseux naturel seront imposés au même taux.

Question 26

La République de Moldova a répondu, au niveau bilatéral, qu'elle savait, lorsqu'elle s'était engagée à appliquer l'article III, qu'elle devrait introduire d'importants changements dans la manière dont les taxes intérieures étaient traitées dans la Loi du budget 2000 par rapport à la loi de 1999, mais qu'elle ne voulait pas prendre d'engagements spécifiques concernant les améliorations au régime actuel.

Étant donné que la République de Moldova n'a donné aucune indication quant à la manière dont elle envisageait de traiter ces questions, nous craignons que ses assurances et engagements ne portent pas directement sur ces mesures.

Nous ne pensons pas que l'accession de la République de Moldova puisse être parachevée sur cette base et nous souhaiterions qu'elle fasse des efforts supplémentaires dans ce domaine.

Réponse

La République de Moldova est parfaitement consciente que l'accession n'est pas possible si elle ne met pas son régime de taxes intérieures en conformité avec le principe du traitement national. Comme le montre la réponse aux deux questions précédentes, elle s'emploie à aligner son régime sur les prescriptions de l'article III du GATT de 1994.

Question 27

Veuillez fournir le texte du projet de Loi du budget 2000 censé mettre le régime de taxes moldove en conformité avec les prescriptions de l'OMC.

Nous accueillons avec satisfaction l'engagement consigné dans le dernier paragraphe de cette section, mais nous attendrons que ces questions aient été résolues avant de prendre une décision.

Réponse

La République de Moldova soumettra le projet de Loi du budget au Secrétariat de l'OMC avec la réponse à ces questions. Les dernières modifications concernant l'application des droits d'accise ont été présentées dans le rapport au Groupe de travail. La nouvelle liste des marchandises assujetties à l'accise sera également soumise avec les réponses à ces questions.

1) Règles d'origine

Question 28

La République de Moldova a-t-elle introduit dans sa législation l'article 2 h) et le paragraphe 3 d) de l'Annexe II ? Dans la négative, le texte pourrait-il indiquer comment elle envisage de se mettre en conformité avec les Accords de l'OMC conformément à son engagement?

Réponse

L'article 25 de la Loi douanière sera complété par le paragraphe 3) ainsi libellé: "À la demande d'un exportateur, d'un importateur ou de toute personne ayant des motifs valables, les appréciations de l'origine et de l'origine préférentielle qu'ils attribueraient à une marchandise seront communiquées aussitôt que possible et au plus tard 150 jours après la demande, à condition que tous les éléments nécessaires aient été transmis. Les demandes d'appréciation seront acceptées avant que les échanges de la marchandise en question ne commencent et pourront être acceptées à tout moment par la suite. Les appréciations demeureront valables trois ans, sous réserve que les faits sur lesquels elle auront été fondées et les conditions dans lesquelles elles auront été effectuées, y compris les règles d'origine, demeurent comparables."

3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises

b) Règlements techniques et normes, y compris mesures à la frontière concernant les importations

Question 29

Dans le projet de rapport du Groupe de travail, la République de Moldova indique, à la page 47, que sur les 20 000 normes en vigueur, 5 000 environ sont obligatoires. Elle déclare également prendre des mesures pour transférer les normes obligatoires dans la catégorie des règlements techniques.

Quelle distinction existe-t-il entre les normes obligatoires et les règlements techniques? Par exemple, les règlements techniques s'appliquent-ils uniquement aux domaines dans lesquels l'intervention du gouvernement est nécessaire pour atteindre certains objectifs politiques légitimes, comme la protection de la santé humaine et de l'environnement, la sécurité, etc.?

Sur quels critères ou sur quelle base les autorités vont-elles déterminer si une norme deviendra un règlement technique ou sera volontairement appliquée?

La République de Moldova a-t-elle un plan d'action en vue de la conversion des normes obligatoires en règlements techniques? Quelles mesures envisage-t-elle de prendre pour remplacer un grand nombre des 5 000 normes obligatoires existantes en mesures d'application volontaire fondées sur les normes internationales? Le processus de transfert a-t-il commencé ou

est-il prévu dans un plan du gouvernement? Quelles gammes de produits sont et continueront d'être assujetties à des normes obligatoires?

Réponse

Selon les derniers renseignements fournis par Moldova-Standard, sur les 20 000 normes régionales GOST existant sur le territoire moldove, environ 8 000 sont réellement appliquées et environ 2 000 seulement sont obligatoires. La définition des règlements techniques recouvre la majorité des documents normatifs, y compris les normes obligatoires.

Les modifications à la Loi sur la normalisation et le projet de Loi sur les OTC prévoient qu'à partir du 1^{er} janvier 2002 les normes nationales seront appliquées à titre volontaire, sauf si elles se rapportent à des règlements techniques adoptés par une instance publique conformément à des objectifs légitimes, tels que la sécurité nationale, la prévention des utilisations à des fins illicites, la protection de la santé et de la vie des êtres humains et des animaux, et la protection des plantes et de l'environnement, auxquels cas elles resteront obligatoires.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2002, les autorités moldoves sont tenues d'approuver et de faire connaître les règlements techniques qui comprennent des dispositions concernant les normes si elles considèrent que cela est nécessaire pour préserver la nature obligatoire de ces dispositions.

Question 30

L'article 23 de la Loi sur les OTC et l'amendement 12 à la Loi sur la normalisation semblent indiquer que les normes obligatoires deviendront facultatives sauf si un règlement technique est nécessaire. Dans ce processus, l'amendement de la Loi semble envisager un calendrier de deux ans, alors que la Loi sur les OTC fixe apparemment la date limite à janvier 2002.

La République de Moldova pourrait-elle donner plus de détails sur ces dispositions et sur le processus en cours d'élaboration?

Réponse

Les calendriers ont été coordonnés et les deux projets de loi indiquent maintenant comme date butoir janvier 2002. Le processus d'élaboration des règlements techniques est décrit dans le projet de loi sur les OTC.

Question 31

Certification. Il est dit à la page 49 du projet de rapport du Groupe de travail, que la République de Moldova accepte les certificats d'évaluation de la conformité délivrés par les organes des pays de la CEI et de la Roumanie.

Dans le cadre du processus d'accession, la République de Moldova prendra-t-elle des mesures en vue de reconnaître les certifications d'évaluation de la conformité délivrés par les organes d'autres pays? Quels sont les produits inscrits sur la liste des marchandises assujetties à une certification obligatoire?

Réponse

La reconnaissance des certificats des pays de la CEI et de la Roumanie par les organes de certification moldoves se fonde sur des accords bilatéraux avec ces États. La République de Moldova est prête à reconnaître les procédures d'évaluation de la conformité d'organes d'autres pays et à

conclure des accords semblables avec d'autres États. Des négociations sont en cours avec la Pologne et la Turquie, et nous envisageons de proposer de tels accords aux pays baltes, à la Bulgarie, à la Hongrie et à d'autres pays.

La liste des produits assujettis à une certification obligatoire est réglementée par la Décision gouvernementale n° 414 du 13 juin 1994 et elle sera soumise avec les réponses à ces questions.

c) Mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris mesures à la frontière concernant les importations

Question 32

La République de Moldova a déclaré qu'elle nous remettrait une meilleure traduction des principales lois citées dans le tableau, à savoir, la Loi sur les OTC, la Loi sur la certification et la Loi sur la normalisation, ainsi que le document annexe sur les amendements et suppléments à la Loi sur la normalisation.

Ces documents ont-ils été remis au Secrétariat aux fins de distribution? Nous en avons besoin pour terminer notre examen de ce domaine.

Nous aimerions aussi recevoir, pour examen, un exemplaire de la Loi sur la certification et voir décrit dans le rapport le régime de certification de la République de Moldova.

Réponse

La traduction des trois documents législatifs a été améliorée et remise au Secrétariat de l'OMC en septembre 1999.

e) Entreprises commerciales d'État

Question 33

Nous ne pouvons pas déterminer, d'après la formulation du texte, si la République de Moldova envisage de donner notification à des entreprises. Dans l'affirmative, nous aimerions savoir lesquelles.

Réponse

Par cette déclaration, la République de Moldova voulait dire qu'il n'existe pas d'entreprises commerciales d'État couvertes par les dispositions de l'article XVII du GATT de 1994.

Nous nous félicitons que la République de Moldova ait l'intention de mettre en application les Accords OTC et SPS avant son accession. Nous appuyons l'engagement figurant à la fin de cette section.

f) Zones de libre-échange

Question 34

Vu la multiplication des zones de libre-échange en République de Moldova, nous suggérons le texte suivant:

- xx. **Le représentant de la République de Moldova a confirmé que les zones franches établies sur le territoire moldove seront administrées en entière conformité avec les engagements pris par l'État dans son Protocole d'adhésion aux Accords de l'OMC, et que la République de Moldova veillera à l'application de ses obligations vis-à-vis de l'OMC dans ces zones. En outre, les marchandises produites dans ces zones dans le cadre de dispositions fiscales et tarifaires exonérant de droits de douane et de certains impôts les importations et les intrants importés seront assujetties aux formalités douanières normales - y compris l'imposition de droits de douane et de taxes - lors de leur entrée sur le reste du territoire moldove. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.**

Réponse

Le texte ci-dessus a été repris au paragraphe 137 du rapport du Groupe de travail (paragraphe 137).

Question 35

Accord sur le commerce des aéronefs civils. Nous ne pouvons pas souscrire au revirement de la République de Moldova quant à son engagement d'adhésion à l'accord sur les aéronefs. Nous pensons que l'adhésion à cet accord aiderait la République de Moldova.

Veuillez expliquer pourquoi la République de Moldova est revenue sur son engagement.

Réponse

Veuillez vous reporter à la réponse à la question 46 ci-dessous.

V. RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1. Généralités

Question 36

Les États-Unis attendent du gouvernement moldove qu'il adhère aux conventions de Berne et de Genève sur les phonogrammes, en sus des conventions pour la protection de la propriété intellectuelle énumérées dans le projet de rapport du Groupe de travail sur l'accession de la Moldova (WT/ACC/SPEC/MOL/4).

L'adhésion à ces deux conventions est nécessaire pour que le gouvernement moldove remplisse ses obligations multilatérales et bilatérales dans le domaine de la protection du droit d'auteur.

Réponse

La Convention de Berne est appliquée sur le territoire moldove depuis le 2 novembre 1995. S'agissant de la Convention de Genève, le Parlement moldove a élaboré une décision "sur l'adhésion à la Convention de Genève du 29 octobre 1971 sur la protection du droit d'auteur des producteurs de phonogrammes contre les reproductions illégales. Cette décision a été présentée au Parlement pour adoption.

Question 37

Veuillez reformuler les réponses aux questions 122 et 123 du document WT/ACC/MOL/9 portant sur la protection du droit d'auteur pour les phonogrammes.

Réponse

L'article 10 de la Loi n° 293-XII sur le droit d'auteur et autres droits connexes prévoit que l'auteur ou le propriétaire du droit d'auteur a le droit exclusif d'utiliser celui-ci sous quelque forme que ce soit. Le droit exclusif signifie que l'auteur ou le propriétaire du droit d'auteur a le droit d'exécuter, d'autoriser ou d'interdire les actions suivantes:

- la reproduction de l'œuvre;
- la diffusion, y compris la vente ou la location de l'œuvre;
- la démonstration publique et commentaires;
- la traduction de l'œuvre;
- la modification de l'œuvre;
- en application de l'article 29, l'organisme de diffusion a le droit exclusif d'utiliser le programme diffusé sous quelque forme que ce soit, c'est-à-dire qu'il a le droit d'autoriser ou d'interdire les actions suivantes:
- l'impression;
- la reproduction du texte imprimé de l'émission;
- la traduction simultanée, par moyen radioélectronique ou câble, par un autre organisme de diffusion;
- la traduction par moyen radioélectronique ou câble.

Question 38

Le projet de rapport WT/ACC/SPEC/MOL/4 indique aussi que, dans son calendrier législatif, le gouvernement moldove envisage le passage de la législation nécessaire au plus tard en janvier 2000.

Nous croyons savoir que le régime de protection intellectuelle du gouvernement moldove sera conforme aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC au moment de l'accession, sans période de transition.

Réponse

La République de Moldova a remis aux États-Unis et au Secrétariat de l'OMC un dossier de 30 documents juridiques et amendements. Ces amendements avaient pour objet d'aligner le régime de propriété intellectuelle appliqué en République de Moldova sur les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC. Tous les amendements auront été mis en application lors de l'accession de la République de Moldova à l'OMC.

Question 39

Nous accueillons avec satisfaction l'intention du gouvernement moldove de promulguer les mesures spéciales à la frontière requises par l'Accord sur les ADPIC, mais nous aimerions aussi

avoir une idée du calendrier d'application. (Nous avons reçu le projet de réglementation envisagée dans ce domaine et nous vous ferons parvenir nos observations sous peu).

S'agissant du rétablissement de la protection du droit d'auteur pour les œuvres qui étaient déjà tombées dans le domaine public au 31 décembre 1994, le gouvernement moldove déclare dans le document WT/ACC/SPEC/MOL/4, que cette protection n'a pas encore été rétablie.

Pour se conformer aux dispositions des articles 9.1 et 14.6 de l'Accord sur les ADPIC, qui incorporent l'article 18 de la Convention de Berne, la République de Moldova devra protéger ces œuvres préexistantes.

Réponse

La République de Moldova applique les dispositions de la Convention de Berne depuis le 2 novembre 1995. Son adhésion à la Convention de Berne était assortie de la condition que les dispositions de la Convention ne s'appliqueraient pas en République de Moldova aux œuvres dont la période de protection des droits d'auteur avait expiré avant le 31 décembre 1994 et qui, de ce fait, étaient tombées dans le domaine public. En application de l'article 18.2 de la Convention, les droits d'auteur dont la période de protection a expiré dans le pays où cette protection est demandée, ne peuvent être rétablis.

Si, à l'expiration de la période de protection précédemment garantie, l'œuvre tombe dans le domaine public de l'État où la protection expire, cette œuvre n'est plus protégée dans le pays.

Il n'en résulte aucun préjudice aux œuvres et aux phonogrammes qui n'étaient pas précédemment protégés dans le cadre du droit d'auteur et des droits connexes. C'est ainsi que tous les films et phonogrammes produits après le 1^{er} janvier 1949 sont protégés (dans les cas où 50 ans ne se sont pas écoulés depuis leur publication ou leur création).

L'article 17 3) de la loi moldove dispose que le droit d'auteur est valide pendant toute la vie de l'auteur et pendant 50 ans après sa mort, sauf pour les œuvres audiovisuelles qui ne sont protégées que pendant 50 ans et les œuvres décoratives et d'arts appliqués qui sont protégées pendant 25 ans.

Sur la base des articles 5 3), 6 2) et 16 1) de la Convention de Rome, il a été décidé au moment de l'adhésion de la République de Moldova que:

- l'article 5 1) b) ne sera pas appliqué – critère du lieu du premier enregistrement d'un phonogramme;
- en application de l'article 6 2), les programmes bénéficieront d'une protection si le siège de l'organisme de diffusion est situé dans un autre pays contractant et si la transmission publique émane d'un centre de transmission situé dans le même pays contractant;
- sur la base de l'article 16 1) a): l'article 12 ne sera pas appliqué aux transmissions publiques de phonogrammes à des fins bénévoles ou liées à l'amélioration du système éducatif ou du bien-être social, au développement de la religion, sauf dans les cas où l'entrée dans le bâtiment où il est possible d'entendre le phonogramme n'est pas gratuite et les recettes sont utilisées à des fins autres que celles qui sont spécifiées ci-dessus.
- l'article 12 ne sera pas appliqué dans les cas de phonogrammes dont le producteur n'est pas ressortissant de l'autre pays contractant;

- les phonogrammes bénéficieront d'une protection limitée dans les cas où leur producteur sera ressortissant d'un autre pays contractant n'offrant pas de protection aux phonogrammes produits dans la République de Moldova.

Question 40

La République de Moldova devrait s'engager à souscrire à toutes les prescriptions de l'article 18 de la Convention de Berne, telles qu'incorporées dans l'Accord sur les ADPIC, qui portent sur le rétablissement de la protection du droit d'auteur des œuvres tombées dans le domaine public avant le 31 décembre 1994, et confirmer cet engagement dans le rapport au Groupe de travail.

Réponse

Il peut être conclu de ce qui est dit aux points 1 et 2 ci-dessus que la République de Moldova applique les articles 9 1) et 14 6) de l'Accord sur les ADPIC.

S'agissant de l'article 14 6), il est aussi établi que les Membres ne sont pas tenus de respecter les droits personnels (moraux) des auteurs, interprètes et producteurs de phonogrammes. En République de Moldova, les articles 9 et 27 de la Loi protègent ces droits.

Question 41

Dans le domaine des brevets, s'agissant des dispositions sur les licences obligatoires et l'utilisation par les pouvoirs publics qui figurent dans le document WT/ACC/SPEC/MOL/4:

Les importations sont-elles considérées comme des utilisations afin de déterminer si l'invention est utilisée depuis trois ans à compter de la délivrance du brevet?

Réponse

S'agissant des dispositions sur les licences obligatoires et l'utilisation par les pouvoirs publics, la République de Moldova considère les importations comme des utilisations afin de déterminer si l'invention est utilisée depuis trois ans à compter de la délivrance du brevet.

Question 42

Dans ces conditions, une déclaration de confirmation devrait être ajoutée dans les termes suivants: "S'agissant des dispositions sur les licences obligatoires et l'utilisation par les pouvoirs publics, les importations sont considérées comme des utilisations afin de déterminer si l'invention a été utilisée."

Réponse

La République de Moldova convient d'inclure le texte ci-après à la fin du paragraphe 185: "S'agissant des dispositions sur les licences obligatoires et l'utilisation par les pouvoirs publics, les importations sont considérées comme des utilisations afin de déterminer si l'invention a été utilisée."

Question 43

Nous accueillons avec satisfaction le débat supplémentaire dans le document WT/ACC/SPEC/MOL/4 sur les dommages-intérêts statutaires (civils) en cas de violation de la propriété intellectuelle et les peines applicables en cas de violation délibérée, à l'échelle commerciale, du droit d'auteur et des marques de fabrique ou de commerce.

Nous aimerions que soient indiqués les dommages-intérêts et les sanctions minimums et maximums pour chaque cas de violation, dans le cadre de la législation moldove.

Réponse

Pour chaque cas de violation du droit d'un propriétaire, le tribunal fixe le montant des dommages-intérêts en fonction des preuves fournies. Le montant minimum et maximum des amendes est fixé par le Code des infractions administratives de la République de Moldova, et le montant exact de chaque amende est fixé par le tribunal en fonction des dommages causés.

Question 44

Nous aimerions que, dans le protocole, la Moldova s'engage dans les termes suivants:

- xx. Le représentant de la République de Moldova a déclaré que le gouvernement moldove respecterait toutes les dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce à compter de la date de son accession à l'OMC, sans période de transition. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.**

Réponse

Ce texte a été inclus dans le paragraphe 210 du rapport.

VI. ASPECTS COMMERCIAUX DU RÉGIME DES SERVICES

2. Politiques affectant le commerce des services

Question 45

Le paragraphe ci-après ne correspond pas à l'engagement prévu dans l'AGCS.

En réponse à des demandes de renseignements, le représentant de la République de Moldova a expliqué qu'au départ la libre concurrence avait été autorisée en matière de fourniture de services d'assurance, mais que la modification de la Loi sur l'assurance du 20 juin 1996 disposait que les compagnies d'assurance étrangères ne pouvaient opérer sur le territoire moldove qu'en association avec des compagnies moldoves. La part des sociétés étrangères dans ces associations n'était pas limitée. Toutes les compagnies offrant des services d'assurance devaient obtenir une licence du Ministère des finances. La Réglementation sur la délivrance de licences de services d'assurance du 17 novembre 1995 indique les règles précises concernant les prescriptions d'obtention de licences pour les compagnies d'assurance.

Réponse

La liste des engagements de l'AGCS tient compte des dispositions de la loi modifiant la loi sur l'assurance présentée au gouvernement aux fins d'adoption par le Parlement. Cette modification révoque les prescriptions antérieures stipulant que la participation étrangère devait prendre la forme de coentreprises. Lorsque cette modification aura été adoptée, toutes les restrictions portant sur la présence commerciale seront éliminées.

Question 46

Nous proposons que la République de Moldova révise comme suit la formulation de son engagement d'adhésion à l'Accord de l'OMC sur le commerce des aéronefs civils:

- xx. Le représentant de la République de Moldova a confirmé que le gouvernement moldove deviendrait signataire de l'Accord sur le commerce des aéronefs civils lors de son accession à l'OMC. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.**

Réponse

La République de Moldova se prépare à adhérer à l'Accord plurilatéral sur le commerce des aéronefs civils mais cette adhésion pourrait prendre du temps après la date d'accession. Néanmoins, pour montrer clairement qu'elle envisage d'adhérer à l'Accord, elle a fixé dans sa liste de concessions sur les marchandises un droit de douane nul sur toutes les pièces utilisées dans les aéronefs civils.

Question 47

Accords commerciaux de la République de Moldova avec la Roumanie et la CEI. Nous avons demandé que le rapport au Groupe de travail contienne un état complet des accords bilatéraux de la République de Moldova comportant des éléments de traitement préférentiel. Nous n'avons pas encore reçu de réponse à cette demande. Nous prions instamment la République de Moldova de fournir ces informations, y compris sur la portée du traitement en franchise accordé dans chaque accord, les exceptions concernant l'élimination des droits de douane, toutes les dispositions spéciales touchant le commerce des services, les investissements ou le mouvement des personnes, ainsi que tous les renseignements complémentaires sur les accords d'intégration économique portant sur le commerce des services, et la manière dont ils sont ou seront rendus compatibles avec les prescriptions de l'article V de l'AGCS.

Réponse

Accords de libre-échange avec les pays de la CEI. En application des accords bilatéraux de libre-échange entre la République de Moldova et les pays de la CEI, les importations de marchandises (y compris les produits agricoles) en provenance des pays de la CEI sur le territoire douanier moldove ne sont pas assujetties à des droits de douane. Cette préférence tarifaire est accordée à tout exportateur résidant dans un pays de la CEI, sur présentation d'un certificat d'origine.

Le régime de libre-échange est régi par les accords de libre-échange entre la République de Moldova et les gouvernements des pays suivants:

Pays	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
- Arménie	24 décembre 1993	20 septembre 1995
- Azerbaïdjan	26 mai 1995	16 avril 1996
- Bélarus	16 juin 1993	4 octobre 1994
- Fédération de Russie	9 février 1993	30 mars 1993
- Géorgie	28 février 1998	
- Kazakstan	26 mai 1995	23 février 1996
- Kirghizistan	26 mai 1995	21 novembre 1995
- Ouzbékistan	30 mars 1995	29 août 1995
- Turkménistan	24 décembre 1993	1 ^{er} septembre 1996
- Ukraine	29 août 1995	27 mai 1996

Types d'accords - Les accords portent création de zones de libre-échange conformément à la définition qui en est donnée dans l'article XXIV:8 b) du GATT de 1994.

Les objectifs de ces accords sont de préserver les rapports d'intégration économique, l'interdépendance et le soutien économique mutuel de la République de Moldova et des dix pays membres de la CEI en vue:

- d'encourager la poursuite de la croissance économique, d'assurer le plein emploi et d'accroître la productivité et l'exploitation rationnelle des ressources;
- de favoriser le développement harmonieux et la croissance du commerce international ainsi que l'élimination des obstacles à son développement.

Les accords portent sur l'ensemble du commerce des produits industriels et agricoles (chapitres 1^{er} à 97 du SH) et des services.

Les parties cherchent, sur une base réciproque, à éliminer progressivement les restrictions au commerce en vue de créer les conditions appropriées pour la fourniture gratuite de services sur le territoire visé par les accords.

Les produits couverts sont les produits provenant de la République de Moldova ou de la CEI, conformément aux règles d'origine définies dans les accords. Les procédures de détermination du pays d'origine des marchandises importées d'un pays tiers sur le territoire douanier d'un pays membre de la CEI et réexportées par ce pays sont réglementées par la législation nationale de chacun des pays membres de la CEI.

Le pays d'origine d'un produit est défini comme l'État où le produit est entièrement produit ou subit un traitement suffisant.

Les produits suivants sont considérés comme entièrement produits dans le pays:

- a) les ressources naturelles extraites de son territoire, de ses eaux territoriales, de son plateau continental ou de ses mers intérieures si le pays détient les droits exclusifs d'exploitation de ces mers intérieures;
- b) les légumes cultivés et récoltés sur son territoire;
- c) les animaux nés et élevés sur son territoire;
- d) les produits des animaux élevés sur son territoire;
- e) les produits de la chasse, de la pêche ou de la mer capturés sur son territoire;
- f) les produits de l'océan mondial exploités par les navires du pays ou loués par le pays;
- g) les matières brutes secondaires et les déchets provenant d'opérations de traitement et autres réalisées dans le pays;
- h) les produits de haute technologie obtenus dans des engins spatiaux appartenant au pays ou loués par le pays;
- i) les marchandises produites dans le pays par utilisation exclusive de produits visés aux alinéas a) à h).

Lorsque plusieurs pays participent à la production d'un produit, le pays d'origine est déterminé en fonction du critère de traitement suffisant.

Commerce de la République de Moldova avec la CEI (en milliers de dollars EU)

	Importations	Exportations	Part des importations dans le total
1996	663,3	546,0	61,5 pour cent
1997	604,6	608,4	52,6 pour cent
1998	445,1	431,1	43,5 pour cent

Accord de libre-échange avec la Roumanie - Généralités: les parties sont le gouvernement roumain et le gouvernement moldove. L'accord est appliqué sur les territoires où s'appliquent les lois douanières de la Roumanie et de la République de Moldova, respectivement.

L'accord a été signé le 15 février 1994 et ratifié le 31 décembre 1994 en République de Moldova et le 8 novembre 1994 en Roumanie. Il est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1995.

Champ d'application: l'accord porte création d'une zone de libre-échange conformément à la définition donnée dans l'article XXIV:8 b) du GATT de 1994. Il porte sur le commerce de tous les produits industriels et agricoles (chapitres 1^{er} à 97 du SH). Les produits couverts sont originaires de la République de Moldova ou de Roumanie conformément aux règles d'origine. L'accord ne concerne pas le commerce des services.

Les objectifs de l'accord sont: de promouvoir le développement harmonieux des relations économiques entre la Roumanie et la République de Moldova grâce à l'expansion des échanges mutuels, d'améliorer les conditions de vie et les normes d'emploi, et d'accroître la productivité et la stabilité financière, afin:

- d'assurer des conditions équitables de concurrence entre les parties; et
- de contribuer ainsi, avec l'élimination des obstacles au commerce, au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial.

Le montant total des échanges s'établit comme suit:

Commerce de la République de Moldova avec la Roumanie (en milliers de dollars EU)

	Importations en provenance de Roumanie	Exportations vers la Roumanie	Part des importations dans le total
1996	72,9	74,89	6,6 pour cent
1997	101,3	58,9	8,6 pour cent
1998	112,9	60,8	11,0 pour cent

Source: Ministère de l'économie et des réformes.

Dispositions portant sur le commerce - Droits et redevances - En application de l'article 3.2 de l'accord, tous les droits de douane appliqués aux produits énumérés aux chapitres 1^{er} à 97 du SH seront éliminés au moment de l'entrée en vigueur de l'accord. En application de l'article 3.3 de l'accord, la République de Moldova imposera une redevance d'importation de 0,25 pour cent et la Roumanie imposera une redevance d'importation de 0,5 pour cent. Ces redevances ont pour objet de contribuer au développement et au renforcement des infrastructures douanières.

L'article 7.1 de l'accord interdit l'imposition de tout droit, taxe ou autre redevance sur les exportations de toute marchandise de l'autre partie. Néanmoins, en application de l'article 5.2 de l'accord, la Roumanie impose une redevance d'exportation de 0,25 pour cent et la République de Moldova impose une redevance d'exportation de 0,5 pour cent. Ces redevances ont pour objet de contribuer au développement et au renforcement des infrastructures douanières.

Restrictions quantitatives. L'article 6 de l'accord interdit l'imposition de restrictions quantitatives ou de toute autre mesure ayant un effet équivalent sur l'importation des marchandises de l'autre partie. L'article 7.1 de l'accord interdit l'imposition de restrictions quantitatives ou de toute autre mesure ayant un effet équivalent sur l'exportation des marchandises de l'autre partie. Les quelques exceptions sont énumérées dans l'Annexe I pour la Roumanie et dans l'Annexe II pour la République de Moldova.

Règles d'origine. Les règles d'origine détaillées sont indiquées dans le Protocole A de l'accord. Elles visent à établir l'origine des produits bénéficiant du traitement établi par l'accord de libre-échange. D'une manière générale, l'origine est conférée:

- lorsque le produit est entièrement fabriqué ou produit sur le territoire d'une partie;
- lorsque chacune des matières non originaires utilisées dans la fabrication d'un produit subit un changement approprié de classification tarifaire déterminé par la règle spécifique de ce produit (Annexe II) et que le produit est conforme aux autres prescriptions appropriées établies par cette règle, du fait qu'il a été entièrement produit dans le territoire d'une des parties ou des deux parties;
- lorsque le produit est entièrement fabriqué dans le territoire d'une des parties ou des deux parties et exclusivement avec des matières originaires.

Le Protocole A contient aussi une série de dispositions destinées à faciliter les procédures douanières, y compris la certification d'origine, l'administration et l'application de la détermination de l'origine. L'article 9 de l'accord dispose que le Comité conjoint examine et garantit l'application harmonieuse des dispositions du Protocole A.

Obstacles techniques au commerce, mesures sanitaires et phytosanitaires. L'article 8 de l'accord dispose que les parties se notifient mutuellement les projets de règlements techniques et leurs modifications qu'elles envisagent de publier. L'article 11 dispose que les parties appliquent leurs mesures vétérinaires, sanitaires et phytosanitaires de manière non discriminatoire.

Dispositions générales. L'article 13 de l'accord porte sur la sécurité nationale. Les exceptions prévues à l'article XX du GATT de 1994 sont incorporées dans l'article 12 de l'accord. L'article 30 dispose que les parties ont le droit de maintenir ou d'établir de nouvelles unions douanières, des accords de libre-échange ou d'union économique; il contient également des dispositions spéciales pour le commerce frontalier. L'accord précise que le Comité conjoint moldovo-roumain doit se réunir au moins une fois par an pour étudier l'application de l'accord. Pour ce qui est des marchés publics, l'article 18.1 porte que les parties sont convenues de poursuivre la libéralisation de leurs marchés publics respectifs. Elles élaboreront des règles appropriées afin de garantir l'accès mutuel aux procédures d'attribution des marchés publics.

L'accord ne contient pas de disciplines spécifiques sur le commerce des services. Néanmoins, l'article 15 prévoit la liberté de transfert des paiements. S'agissant de la protection des droits de propriété intellectuelle, l'accord dispose que les parties appliquent les conventions et traités internationaux appropriés.

Question 48

Nous aimerions que, dans le protocole, la République de Moldova prenne l'engagement suivant, dont le texte n'apparaît pas dans le rapport du Groupe de travail:

- xx. Le représentant de la République de Moldova a déclaré que son gouvernement respectera toutes les dispositions de l'OMC, y compris celles de l'article XXIV du GATT de 1994 et de l'article V de l'AGCS dans les accords de commerce, et veillera à ce que soient respectées, à compter de la date de son accession, les dispositions des Accords de l'OMC sur la notification, les consultations et autres prescriptions concernant les zones de libre-échange et les unions douanières dont fait partie la République de Moldova. Il a confirmé que, lors de son accession, la République de Moldova soumettra les notifications et les textes des accords portant création de zones de libre-échange et d'unions douanières au Comité des accords commerciaux régionaux. Il a aussi confirmé que ces accords seront conformes aux dispositions de l'OMC et qu'en tout état de cause, ils seraient notifiés au Comité à l'occasion de son examen desdits accords. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Le représentant de la République de Moldova a déclaré que son gouvernement respectera toutes les dispositions de l'OMC, y compris celles de l'article XXIV du GATT de 1994 et de l'article V de l'AGCS dans les accords de commerce, et veillera à ce que soient respectées, à compter de la date de son accession, les dispositions des Accords de l'OMC sur la notification, les consultations et autres prescriptions concernant les zones de libre-échange et les unions douanières dont fait partie la République de Moldova. Il a confirmé que, d'ici à la fin de 2000, la République de Moldova soumettra les notifications et les textes des accords portant création de zones de libre-échange et d'unions douanières au Comité des accords commerciaux régionaux. Il a aussi confirmé que ces accords seront conformes aux dispositions de l'OMC et qu'en tout état de cause, ils seraient notifiés au Comité à l'occasion de son examen desdits accords. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Réponse

Le rapport du Groupe de travail comprenait le texte déclarant que la République de Moldova veillera à ce que soient respectées, à compter de la date de son accession, ses obligations en matière de notification, de consultation et autres prescriptions concernant les zones de libre-échange et les unions douanières dont fait partie la République de Moldova. Néanmoins, la République de Moldova est convenue avec les pays membres de soumettre au Comité des accords commerciaux régionaux, dans les six mois suivant son accession, les notifications et textes des accords portant création de zones de libre-échange et d'unions douanières. La République de Moldova convient également d'inclure cet engagement dans son protocole d'accession.
